

La guerre de CHOMSKY contre ISRAËL

Paul Bogdanor

Ecrivain, vivant à Londres,

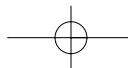
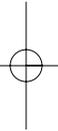
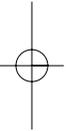
co-éditeur de *The Jewish Divide*

Over Israel, accusers

and defenders, Transactions

Publishers, 2006.

Il y a un thème récurrent dans les ouvrages, les essais et les campagnes publiques menées depuis des décennies par Noam Chomsky : sa représentation de l'État d'Israël comme la racine du mal au Moyen-Orient, le hors-la-loi malfaisant qui n'est racheté que par la promptitude de ses intellectuels de gauche à rendre compte de son effroyable dépravation et de rien d'autre. Son entreprise a débuté dans les années 1970 avec un petit pamphlet, *La paix au Moyen-Orient ?*, dans lequel il proposait de remplacer ce pays par un régime socialiste binational ; elle a pris de l'ampleur dans les années 1980 avec des travaux plus conséquents, *Le triangle fatidique* et *Les pirates et les empereurs*, qui dépeignaient Israël comme un État terroriste, présentant des « points de similitude » avec l'Allemagne nazie. Une dernière collection de diatribe, *Les illusions du Moyen-Orient*, constitue le point culminant de l'entreprise, dans laquelle il continue de présenter Israël comme le principal obstacle à la paix dans la région, alors que la situation est dominée par des crimes de guerre horribles perpétrés contre les civils israéliens¹. D'innombrables publications, conférences et entrevues, contiennent de nouvelles manifestations de la fixation de Chomsky sur l'État juif. Cependant, comme nous le verrons, ses procédés polémiques sur le conflit israélo-arabe sont à l'image de son répertoire intellectuel : falsifi-



cation massive des faits, des preuves, des sources et des statistiques, au service d'un programme idéologique doctrinaire et extrémiste.

L'anéantissement d'Israël

A la base des prises de positions de Chomsky il y a l'idée qu'Israël doit cesser d'exister sous sa forme actuelle. Cette position est présentée dans ses tout derniers écrits, où il proclame qu'Israël est « un État fondé sur le principe de la discrimination. Il n'y a aucune autre manière de rester un État juif pour un État qui abrite des citoyens non-Juifs... »². Prise à la lettre, cette affirmation mérite à peine d'entamer un débat. Un État juif est-il tenu, par sa nature, de priver ses citoyens non-Juifs du droit de vote, de former les partis politiques, ou d'avoir des élus ? Est-il tenu de leur refuser la liberté de la parole, la liberté religieuse, ou la liberté d'association ? Chomsky ne donne aucune raison pour démontrer qu'une patrie juive doit refuser ces droits à ses citoyens non-juifs. Il faut dire que de tels droits étaient totalement inexistant dans beaucoup d'États qui exerçaient sur lui une grande attirance comme la Chine maoïste, qu'il trouvait admirable, le Vietnam stalinien, où il voyait « un miracle de réconciliation et de retenue, » ou le Cambodge de Pol Pot, qu'il comparait positivement à la révolution américaine, à la France libérée, et, on revient à notre sujet, au système israélien des kibboutz³.

Selon Chomsky, le judaïsme d'Israël « se résume à des institutions et des pratiques discriminatoires... consignées dans la structure juridique de l'État », qui définit ce pays comme le foyer de tous les Juifs, où qu'ils vivent⁴. Mais il n'a rien à redire à l'Arménie démocratique, qui favorise « la protection des valeurs historiques et culturelles arméniennes situées dans d'autres pays » et qui garantit que « tout individu d'origine arménienne obtiendra la citoyenneté... selon une procédure simplifiée » ; de la Lituanie démocratique, pour qui « toute personne qui est ethniquement Lituanienne a le droit de s'établir en Lituanie » ; ou de la Pologne démocratique, qui édicte que « toute personne dont l'origine polonaise a été confirmée selon la procédure en cours, peut s'établir de manière permanente en Pologne »⁵. Il ne demande pas non plus la suppression d'autres pays démocratiques comme l'Ukraine, qui « favorise le renforcement et le développement de la nation ukrainienne, de sa conscience historique, de ses traditions et de sa culture » et « prévoit la satisfaction des besoins nationaux, culturels et linguistiques des Ukrainiens résidant au delà des frontières de l'État »⁶. Il est évident que l'horreur de Chomsky pour l'Etat-nation moderne n'est pas universelle.

A ses yeux, la relation entre les citoyens juifs et non-juifs d'Israël est tout aussi inacceptable. L'état juif, soutient-il, ne peut pas être juif comme la France est fran-

çaise, parce que si un citoyen de France est automatiquement français, un citoyen de l'État juif n'est pas nécessairement juif⁷. Dans son optique, l'analogie appropriée est « un État blanc avec des citoyens noirs » ou « un État chrétien avec des citoyens juifs. » Il place sur le même pied le concept d'Israël comme État juif, « une démocratie dominée par les Juifs », et l'idée que « l'Angleterre est un État chrétien, une démocratie dominée par les Chrétiens »⁸. Comme le savent tous les lycéens, il n'y a pas d'Etat appelé l'Angleterre ; il y a un pays appelé la Grande-Bretagne, qui est un État chrétien, avec une église Anglicane officielle, un chef d'État anglican, un système d'éducation anglican d'État, etc... Chomsky s'oppose-t-il à l'existence de la Grande-Bretagne, à un État Anglican comprenant des citoyens non anglicans ? S'oppose-t-il à l'existence de l'Irlande, État catholique où certains citoyens ne sont pas catholiques ; ou à celle de la Grèce, État orthodoxe en partie peuplé de citoyens non orthodoxes ? Selon les définitions de Chomsky, la liste des États ségrégationnistes est plutôt longue : elle incorpore non seulement les pays mentionnés mais également toutes les sociétés arabes. Elle exclut cependant les tyrannies qui ont ses faveurs, comme le Vietnam qui a expulsé sa population chinoise et acculé à la noyade une bonne partie des 250 000 boat people, ou le Cambodge dont les minorités ethniques ont été sauvagement décimées⁹.

Par quoi Chomsky remplacerait-il l'État juif qu'il est si impatient de supprimer ? L'alternative proposée est un « binationalisme socialiste »¹⁰. Mais dans l'esprit de Chomsky rien n'est aussi insupportable qu'un État juif comprenant des citoyens non-juifs : dans son optique, il devrait y avoir des cantons juifs avec des habitants arabes, et des cantons arabes *sans habitants juifs*. À un moment, Chomsky dit que les individus « seront libres de vivre où il le voudront »¹¹. Mais il abandonne le principe favorable à l'État binational quand il considère comme « le plus souhaitable, » un État dans lequel « les Arabes palestiniens qui souhaitent retourner dans leurs anciennes maisons des régions sous domination juive doivent abandonner leurs espoirs, » tandis que les « Juifs qui souhaitent s'implanter dans les régions contrôlées par les Arabes n'en n'auraient pas le droit »¹². En d'autres termes, les Arabes ne pourront pas devenir *une majorité* dans les secteurs juifs, pendant qu'on interdira aux Juifs de vivre dans des secteurs arabes, même comme *minorité*. Les inventeurs de l'apartheid applaudiraient sûrement.

Les détails des plans de Chomsky sont encore plus navrants. Son État socialiste binational « sera intégré dans une fédération plus large » sur le modèle de « la révolution sociale réussie » en Yougoslavie communiste, où 70 000 à 100 000 personnes ont été massacrées¹³. C'est en fait une « démocratie populaire » de type classique, qui devra être « intégrée » au monde arabe par la

force, vu que le « soutien à une indépendance israélienne compromise est pratiquement inexistant en Israël »¹⁴. On imagine à peine le coût humain d'une telle transformation. Peut-être que c'est ce qui explique pourquoi Chomsky soutient le chef du parti marxiste-léniniste Matzpen, qui prend ouvertement fait et cause pour les atrocités terroristes contre ses compatriotes israéliens, prédisant qu'à défaut d'une « sortie du sionisme », ils connaîtraient « un autre Holocauste », parce que « la révolution arabe est en train de gagner »¹⁵.

Dans ses derniers écrits, l'absurdité du « bi-nationalisme socialiste » est devenue si évidente, même pour lui, qu'il a modifié sa position. En exigeant la création d'une Palestine indépendante, Chomsky utilise désormais la notion de « doctrine du refus » dans deux sens. D'un côté, elle s'applique aux appels arabes à la destruction d'Israël ; de l'autre elle désigne la politique israélienne de « refus du droit à l'autodétermination des Arabes palestiniens », c'est-à-dire, le droit de l'OLP d'établir une dictature irrédentiste en Cisjordanie et à Gaza¹⁶. Chomsky met ainsi sur le même pied l'objectif de l'OLP de détruire un État existant, une société libre avec des citoyens juifs et arabes, et la répugnance d'Israël pour la naissance d'un nouvel État, qui serait une dictature nationaliste au profit des seuls Arabes. Voilà la morale politique qu'il préconise à ses lecteurs au nom de la « paix » et de la « justice ».

« Modération arabe » et « doctrine du refus » israélienne

Les positions doctrinaires de Chomsky sur l'avenir d'Israël vont de pair avec son attitude compréhensive pour les ennemis de ce pays. Selon lui, « l'OLP a aujourd'hui autant de légitimité que le mouvement sioniste dans sa phase pré-étatique »¹⁷, ce qui serait vrai à condition que le mouvement sioniste pré-étatique ait été créé dans le but de détruire un pays et d'assassiner sa population. En outre, il y aurait « un consensus international » comprenant « les principaux États arabes, la population des territoires occupés, et le courant principal de l'OLP » pour la « solution des deux États », auquel s'opposent l'Amérique et Israël seulement¹⁸. Ce « consensus » suppose qu'Israël doit faire la « paix » aux conditions des agresseurs, avec pour résultat une dictature hostile de l'OLP en Cisjordanie et à Gaza, une guerre civile causée par l'afflux de millions d'exilés sous la bannière du « droit au retour » cher à l'OLP, et le positionnement des forces militaires du monde arabe à portée de tir de ses villes principales¹⁹. Il n'est pas très surprenant que Chomsky soit si acharné à démontrer le bien-fondé de cette position.

En fait, ces demandes sont purement tactiques, comme Chomsky le sait parfaitement, mais il se garde bien de le dire à ses lecteurs. Il feint de voir dans les ouvertures publiques de Nasser un signe que « la doctrine [arabe] du refus a com-

mencé à s'éroder » après 1967. Or Nasser était en train de planifier « une opération de grande envergure » contre Israël. Conscient de la nécessité « de dissimuler nos préparatifs derrière des initiatives politiques », il instruisait ainsi ses généraux : « ne prêtez aucune attention à mes déclarations publiques sur une solution pacifique »²⁰. Tout aussi trompeuse est l'image d'Anouar Al Sadate présenté par Chomsky comme un homme prêt à « se déplacer immédiatement » pour mettre en œuvre la « paix avec Israël » en 1971²¹. La véritable position de Sadate sur « le retrait israélien total » a été dévoilée par son conseiller Mohamed Heykal, rédacteur du journal officiel du régime égyptien : « Si on arrive à le faire sortir de ses gonds, c'en est fini de l'État d'Israël »²².

Chomsky omet également le fait qu'en 1974 l'OLP a formulé sa « stratégie des étapes » tristement célèbre, qui cherchait à établir par « la lutte armée... une autorité nationale de combat » sur une partie du pays avant de réaliser « une union des États de la confrontation » dans le but de « libérer » le reste de la Palestine et de détruire Israël²³. A la place, il donne à ses lecteurs l'assurance que les régimes arabes et l'OLP ont fait « un effort important pour parvenir par des moyens pacifiques à la solution des deux États ». Il avance, comme preuve de cet effort, l'ébauche de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU de janvier 1976, sans expliquer que le texte de la résolution approuvait le « droit au retour » de millions de réfugiés palestiniens, impliquant le démantèlement d'Israël²⁴.

L'histoire des propositions de paix, contrefaite par Chomsky, est de la même veine. Après qu'Israël ait rendu la péninsule du Sinaï à l'Égypte en 1979, le chef de l'OLP Yasser Arafat a déclaré : « lorsque les Arabes feront exploser leurs forces volcaniques, il n'y aura plus qu'eux dans cette partie du monde », et il s'est engagé « à allumer la flamme de la révolution avec des fleuves de sang, jusqu'à ce que la totalité de la patrie occupée soit libérée, la totalité, pas seulement une partie »²⁵. Un an après, Arafat a fait l'annonce suivante : « Pour nous la paix signifie la destruction d'Israël. Nous nous préparons à une guerre totale, une guerre qui dure pendant des générations »²⁶. Peu après, le Fatah d'Arafat, en principe la faction la plus modérée de l'OLP, a réitéré son engagement fondateur, « la libération complète de la Palestine » et « la liquidation de l'entité sioniste économiquement, militairement, politiquement, culturellement et intellectuellement »²⁷. Chomsky trouve cependant qu'il est « tout à fait clair » que l'OLP « était beaucoup plus disposée qu'Israël ou les États-unis à un règlement négocié », une conclusion qui aurait embarrassé même les rédacteurs de *Pravda*²⁸.

Si Chomsky accorde toutes les excuses imaginables à l'extrémisme arabe, il applique des principes très différents à Israël. Dans sa version, un des « thèmes constants » du premier chef de gouvernement d'Israël, David Ben Gourion,

aurait été la conquête de toute la région, dont « le Sud Liban, la Syrie méridionale, la Jordanie d'aujourd'hui, l'intégralité de la Cisjordanie [Palestine], et le Sināï », pour arriver à une hégémonie sioniste « du Nil à l'Irak »²⁹. Il ajoute « qu'un but plausible à long terme » de la politique israélienne pourrait être « le retour à quelque chose qui ressemblerait à l'empire Ottoman ». Il croit également que les missiles israéliens ont été conçus pour « mettre en œuvre les instructions des planificateurs américains » que la poursuite des efforts de paix « peut mener à une réaction violente » calculée pour provoquer une confrontation entre les superpuissances, « avec une probabilité élevée de guerre nucléaire globale ». Ces hypothèses font partie intégrante du « complexe de Samson » d'Israël : la décadence finale d'un « Sparte israélien » devenu « la quatrième puissance militaire du monde, » menacerait les gisements de pétrole saoudiens et même l'URSS, et créerait le risque « d'une solution finale à laquelle bien peu pourront échapper »³⁰. Heureusement qu'il n'a pas été plus loin ! Le grand esprit du MIT était tout près de révéler les plans abominables de l'État juif pour la destruction de l'espèce humaine.

Le Liban : les héros et les criminels

La meilleure approche des idées de Chomsky sur le Moyen-Orient réside peut-être dans sa couverture de la guerre au Liban. Encore une fois, les héros sont les terroristes de l'OLP, et les criminels, les dirigeants d'Israël. Ainsi Chomsky attribue « une crédibilité exceptionnelle » à un journaliste arabe qui a découvert « une paix relative » dans les régions contrôlées par l'OLP au Liban ; sa source écrivait en pleine invasion israélienne³¹, au moment où les terroristes de l'OLP n'étaient plus en mesure de commettre des massacres comme celui qui suit : « Les hommes de l'OLP ont tué le père et le frère de Susan, et ont violé sa mère, qui a eu une hémorragie et en est morte. Ils ont violé Susan "à de nombreuses reprises". Ils lui ont découpé les seins et lui ont tiré dessus. Quelques heures plus tard on l'a retrouvée vivante, mais ses quatre membres étaient tellement brisés et déchirés par les coups de feu qu'il fallut les amputer. Elle n'a plus que la partie supérieure d'un bras ».

Après qu'Israël ait expulsé l'OLP de Beyrouth en 1982, « des femmes chrétiennes ont eu l'idée d'apposer la photo de Susan sur un timbre libanais, parce que, disaient-elles, son destin symbolise ce qui est arrivé à ce pays, son viol et son démembrement par l'OLP », mais elles en ont été dissuadées³². Nous pouvons également tirer des enseignements de l'histoire d'une femme enceinte, mère de onze enfants, qui a été assassinée « juste pour le plaisir », en même temps que son bébé ; de celle de jeunes enfants mutilés et tués par une grenade que les terroristes avaient lancé sur eux ; d'un homme dont les membres ont été

enchaînés à quatre véhicules qui ont démarré dans des directions opposées, le mettant en pièces ; d'un rédacteur de presse trouvé avec les doigts coupés articulation après articulation, les yeux arrachés et les membres tranchés ; d'un chef religieux local dont la famille a été forcée d'assister au viol et à l'assassinat de sa fille, dont les seins ont été coupés ; d'une fille morte, les deux mains sectionnées et une partie de la tête en moins ; d'hommes castrés pendant des séances de torture ; d'hommes et de femmes découpés à la hache ; et toutes sortes d'autres témoignages « de paix relative » sous le règne bienveillant de l'OLP³³.

Les illusions de Chomsky au sujet de l'OLP n'étaient pas partagées par ses victimes. La ligue des libanais américains a déclaré que le pays « avait été occupé par des terroristes de l'OLP » qui ont commis « une orgie d'atrocités contre les femmes et les enfants et profané les églises et les cimetières... De 1975 à 1981 le nombre de civils tués était de 100 000, les blessés 250 000, les sans-abri des centaines de milliers, dont 32 000 orphelins et une capitale prise en otage par les criminels de l'OLP »³⁴. Bien des années après, l'Organisation libanaise mondiale, l'union mondiale des Maronites, et de nombreuses organisations de protection des Droits de l'homme au Moyen-Orient ont publié une déclaration accusant l'OLP de génocide au Liban, qui interpellait Yasser Arafat dans les termes suivants : « Vous êtes responsable du massacre de 100 000 civils libanais... Le gouvernement des États-unis devrait vous traduire devant le Tribunal de La Haye pour les crimes que vous avez commis au Liban »³⁵. Mais pendant que les victimes recherchent le moyen de commémorer le « viol et le démembrement » de leur pays par l'OLP, Chomsky s'intéresse à une question légèrement différente : « l'OLP pourra-t-elle conserver l'image d'héroïsme avec lequel elle a quitté Beyrouth »³⁶.

Pour Chomsky il est parfaitement évident que l'OLP a évacué Beyrouth pour des raisons humanitaires, « pour sauver de la destruction totale » la ville passée aux mains des criminels Israéliens³⁷. En attendant, le journaliste David Shipler a rapporté la tactique de l'OLP qui « empilait les caisses de munitions dans les abris souterrains, plaçait les batteries antiaériennes dans les cours des écoles, au beau milieu des habitations, à proximité des églises et des hôpitaux »³⁸. La conduite d'Israël était bien moins recommandable à son goût : Chomsky écrit que dans un cas comparable, « rares étaient ceux qui n'auraient pas fait l'analogie avec les monstruosité nazies »³⁹. Par contre, l'historien militaire Richard Gabriel observe que « le souci d'éviter les pertes civiles a marqué presque toutes les opérations des Forces de Défense d'Israël tout au long de la guerre »⁴⁰. Après avoir été des témoins de première main au combat, Trevor Dupuy et Paul Martell concluent : « En tant qu'historiens militaires nous ne pouvons pas trouver d'exemple d'une guerre où des avantages militaires aussi considérables ont été obtenus au cours de combat dans des secteurs den-

sément peuplés avec un coût aussi faible en pertes de vies civiles »⁴¹. Cependant, pour Chomsky, bien qu'Israël « ne puisse pas être comparé à l'Allemagne nazie, » il y a néanmoins des « points de similitude, auxquels ceux qui recherchent des analogies veulent porter attention »⁴². Sans s'arrêter à des brouillies comme l'absence de chambres à gaz et de fours crématoires, il révèle l'existence de « camps de concentration israéliens »⁴³, et, pour faire bonne mesure, il se réfère « aux textes génocidaires de la Bible »⁴⁴.

Il fait également preuve de mauvaise foi sur la question du coût humain de la guerre. Quand la police libanaise dénombrait 19 085 morts, avec un ratio combattants/civils de 57 %, Chomsky brandissait des documents pour faire croire que presque tous les morts étaient des civils⁴⁵. A propos du massacre par les Phalangistes de centaines de personnes dans le camp de réfugiés de Sabra et de Chatila, il évoque « une planification et des complicités de niveau élevé » chez les Israéliens⁴⁶. La Commission Kahane, en revanche, a fait le constat que les commandants israéliens ont mis en garde les Phalangistes « de ne pas nuire à la population civile »⁴⁷. Le procès en diffamation de New York a jugé comme « fausse et diffamatoire » l'affirmation qu'Ariel Sharon avait voulu les décès des civils⁴⁸. Robert Hatem, chef de la sécurité du commandant phalangiste Elie Hobeika a publié un livre soutenant une fois de plus que « Sharon avait donné des ordres stricts à Hobeika... pour le mettre en garde contre toute initiative désespérée », et que Hobeika a commis le massacre « pour ternir la réputation d'Israël dans le monde » au bénéfice de la Syrie⁴⁹. Plus tard, Hobeika a rejoint le gouvernement syrien d'occupation et a vécu sous protection syrienne. D'autres massacres ont eu lieu ensuite à Sabra et Chatila en 1985, sous la férule de la Syrie. 3 781 personnes ont été massacrées par les terroristes de la milice pro-syrienne Amal et les adversaires palestiniens de l'OLP ; un bain de sang qui n'a provoqué aucune réaction de Chomsky⁵⁰.

Les chefs du terrorisme international

Ces dernières années, Chomsky a enquêté sur la sphère du terrorisme, où il a découvert, comme toujours, qu'Israël est un parangon de la criminalité. La manipulation délibérée des sources est au centre de son argumentaire. Il affirme ainsi que « la doctrine militaire fondée sur l'attaque des civils sans défense a été conçue par David Ben Gourion », qui aurait consigné dans son journal intime : « si nous connaissons la famille – il faut frapper sans pitié, femmes et enfants compris. Sans cela la réaction est inefficace. Dans l'action il ne faut pas distinguer entre les coupables et les innocents »⁵¹. C'est là un exemple intéressant de la technique de Chomsky : la citation imputée à Ben Gourion, n'est pas de lui mais d'un de ses conseillers, Gad Machnes. Et la fin du commentaire était à l'op-

posé de la version de Chomsky : « ces questions nécessitent la plus grande précision – en termes de temps, de lieu, et de cible à frapper... il faut une frappe directe unique, qui *épargne les personnes innocentes* ! »⁵². Par ailleurs, le point de vue de Ben Gourion était clair et explicite : « il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher les assassinats de Juifs que des représailles vigoureuses et agressives, *qui doivent pas toucher les femmes et les enfants...* »⁵³

On trouve à la même page un autre exemple des procédés de Chomsky. C'est une citation tendancieuse de Abba Eban, le diplomate travailliste, qui écrivait que grâce à la politique de représailles d'Israël, « il y avait des chances raisonnables, et c'est ce qui est finalement advenu, que les populations affectées exerceraient une pression pour la cessation des hostilités. » Chomsky reproduit la citation sous le titre : « Une base rationnelle pour attaquer la population civile »⁵⁴. Les lecteurs sont informés qu'Eban « ne conteste pas » les allégations qu'il commente, à savoir l'image « d'un Israël qui utilise sans sourcilier toutes les mesures concevables pour répandre la mort et l'angoisse dans les populations civiles... » Naturellement, Eban conteste ces allégations, où il voit la manifestation de son insistance à accuser tout au long de son article, les chefs israéliens « d'être des voyous insensés quand ils déclenchent une réponse d'artillerie *sur les concentrations de terroristes* »⁵⁵.

En plus des citations tronquées que ses lecteurs ne sont pas en mesure de vérifier, Chomsky déroule son argumentaire en exagérant l'importance de la moindre opération israélienne ayant causé des pertes civiles. Sur la guerre de 1948, il nous dit que Menachem Begin « a éprouvé de la fierté » pour l'attaque de sinistre mémoire de l'Irgoun contre Deir Yassine. En fait Begin, ayant ordonné à ses hommes de lancer à l'avance un avertissement aux civils pour « réduire au minimum les pertes civiles », avait nié qu'un massacre ait eu lieu.⁵⁶ Chomsky fait référence ailleurs au « massacre de 250 civils » à Lydda et Ramle, une allégation répandue par des historiens de l'aile gauche « révisionniste », réfutée depuis longtemps⁵⁷. Il évoque également « le massacre de centaines d'autres personnes dans le village non défendu de Doueimah », citant un bilan possible de 1 000 morts, alors que les responsables arabes eux-mêmes le trouvaient « exagéré », enregistrant 27 tués, apparemment lors d'une vengeance consécutive à des atrocités contre des Juifs⁵⁸. Mais Chomsky, très occupé à dénaturer les faits relatifs aux dérapages des Juifs, n'a rien à dire sur les violences et les massacres des Arabes qui ont tué 2 000 civils juifs, et encore moins sur le destin de près de 600 prisonniers juifs qui « furent abattus lors de séances de viol collectif et de sodomie..., démembrés, décapités, mutilés et ensuite photographiés »⁵⁹. Ces horreurs sont étrangement absentes de ses chroniques du « terrorisme au Moyen Orient ».

Chomsky a d'autres révélations en magasin, dont « un rapport récemment découvert des services secrets israéliens qui conclut que « sur 391 000 réfugiés arabes [en 1948]... 70 pour cent au moins se sont enfuis en raison des opérations militaires juives. »⁶⁰ En consultant la littérature universitaire, nous apprenons que loin d'être un « rapport des services de renseignement », ce document était un « rapport » non classifié émanant d'auteurs anonymes, retrouvé dans la documentation privée d'Aharon Cohen, qui « fut condamné en 1960 pour trahison, suite à des contacts clandestins avec des agents soviétiques ». C'est sans doute « le dernier endroit où rechercher des documents officiels de l'armée israélienne », comme le souligne l'historien Shabtai Teveth⁶¹. Il n'est pas douteux que le destin des civils arabes au cours d'une guerre lancée par des gens de leur bord dans l'intention de détruire la population juive ait été une grande tragédie ; le nettoyage ethnique par les Arabes de 800 000 Juifs du Moyen Orient après la fin des hostilités n'a pas été moins tragique. Ce crime-là n'est pas un sujet digne d'intérêt dans les écrits de Chomsky⁶².

Dans la liste des agissements du « terrorisme israélien » il mentionne « l'expulsion au moyen de bombardements » « d'un million et demi de civils du canal de Suez » pendant la guerre d'usure entre 1967 et 1970. Or, les études universitaires retiennent que c'était l'Égypte qui avait lancé une attaque d'artillerie massive contre les forces israéliennes, lesquelles « ont répondu en visant l'artillerie égyptienne, les raffineries de Suez, et des réservoirs pétrole », à la suite de quoi « Nasser évacua les villes du Canal ». C'est pourquoi « à la mi-septembre la ville de Suez n'était plus peuplée que par 60 000 de ses 260 000 habitants ordinaires, et Ismaïlia par 5 000 de ses 173 000 habitants »⁶³. En d'autres termes, Israël ne commettait pas « une expulsion par le bombardement » d'un grand nombre de civils mais réagissait à une attaque égyptienne ; et ce n'était pas Israël mais l'Égypte qui avait retiré la population de la zone de guerre.

Un autre procédé de Chomsky consiste à faire référence à des atrocités de l'OLP contre les civils israéliens dûment sélectionnées, à les aseptiser autant que possible, et à les mettre en parallèle avec des opérations israéliennes contre les terroristes, dépeintes comme des attaques préméditées contre des civils. En mai 1974, les terroristes de l'OLP attaquèrent Ma'alot, assassinant vingt-deux enfants avant de périr au moment où les Israéliens ont tenté de les délivrer⁶⁴. La version de Chomsky de ce massacre est que des « membres d'un groupe paramilitaire de la jeunesse ont été tués dans un échange de tirs »⁶⁵. À cette atrocité il oppose l'affirmation qu'Israël était alors engagé dans le « bombardement au napalm d'un camp de réfugiés palestiniens au Sud Liban, qui avait fait plus de 200 tués. » Sa source est Edward Saïd, un ancien membre du conseil exécutif de l'OLP. Pour ne pas être en reste, Chomsky révèle qu'Israël

était impliqué dans « des opérations de terre brûlée à grande échelle », avec « probablement des milliers tués,... bien qu'aucun bilan précis ne soit disponible ». Peut-être parce que la source de cette information semble être un article d'un journaliste d'extrême gauche dans une publication marginale, d'une existence fugace, qui cite des évaluations non vérifiées émanant « d'observateurs anonymes »⁶⁶. Ces exemples vont de pair avec une autre assertion de Chomsky. Selon lui, plus de 200 personnes ont été tuées dans le bombardement par Israël de Sabra et de Chatila en juin 1982, sur la foi des « décomptes d'un témoin oculaire » mentionné par *Journal of Palestine Studies*, un organe de propagande anti-sioniste financé par l'OLP⁶⁷.

Beaucoup de jugements de Chomsky sont à la limite du surréalisme. En juin 1976, des terroristes de l'OLP ont pris le contrôle d'un avion d'Air France et l'ont détourné dans l'Ouganda d'Idi Amin Dada, où les passagers furent retenus en otage. Une semaine plus tard, les commandos israéliens sauvèrent les victimes dans le célèbre raid sur Entebbe. Prenant le contre-pied de l'admiration publique pour ce coup puissant infligé au terrorisme international, Chomsky déplora « l'épanchement de haine et de mépris pour les mouvements populaires du tiers monde ». Il a estimé que la mission de sauvetage d'Israël pouvait être comparée à « d'autres exploits militaires, non moins dramatiques, qui n'avaient pas suscité une aussi forte admiration orchestrée par la presse américaine », notamment l'attaque japonaise sur Pearl Harbour. Pour Chomsky, la libération des otages innocents est du même ordre que l'agression fasciste qui a précipité les États-unis dans la deuxième guerre mondiale⁶⁸.

Pour parachever son recensement du « terrorisme israélien », Chomsky décrit un raid aérien israélien sur Baalbek au Liban en janvier 1984, « qui a tué environ 100 personnes, pour la plupart des civils, et fait 400 blessés, dont 150 enfants dans le bombardement d'une école ». Il imagine alors la réaction qui se serait probablement exprimée « si l'OLP ou la Syrie avaient effectué une "frappe chirurgicale" contre des "installations terroristes" près de Tel Aviv, tuant 100 civils et en blessant 400 autres, dont 150 enfants dans le bombardement d'une école »⁶⁹. Mais ses propres sources signalent que le secteur ciblé était « le quartier général d'un groupe armé de musulmans chiites, connu sous le nom de milice Amal. Environ 350 Gardes Révolutionnaires iraniens opéraient depuis cette base, et formaient en outre des volontaires libanais et étrangers aux tactiques terroristes, en particulier à l'utilisation des explosifs ». Le gouvernement libanais, manifestement l'observateur le plus impartial et le plus digne de confiance, a parlé de 100 morts au total – et non pas de 100 morts civils, comme le prétend Chomsky – et 400 blessés. Le jour suivant les médias corrigeaient l'information en notant que « les chiffres n'avaient pas été confirmés par une source indé-

pendante » et que « le caractère "civil" des victimes était une affirmation, pas un fait établi »⁷⁰. Les milices chiïtes avaient tué peu de temps auparavant 241 américains membres des forces de maintien de la paix et 58 soldats français, ainsi que 29 soldats israéliens et 32 prisonniers arabes. C'est un autre évènement que Chomsky se garde bien de relater.

Chomsky fait également le récit d'un incident où « Israël aurait détourné un ferry-boat d'une ligne maritime entre la Chypre et le Liban », faisant silence sur une information rapportée par le média qui disait que « le ferry avait été capturé après que des renseignements aient indiqué que des guérilleros palestiniens importants étaient à bord... et qu'il y avait des raisons de penser que ces hommes avaient planifié des attaques contre Israël ». Ces faits pourraient avoir quelque intérêt pour les gens qui pensent qu'un pays a le droit d'arrêter un navire susceptible d'acheminer des terroristes qui s'apprêtent à abattre des civils innocents sur son territoire⁷¹. Après avoir fustigé l'interception par Israël de personnes suspectées de terrorisme qui furent promptement libérées, indemnes, après que leur innocence ait été prouvée, Chomsky entreprend de comparer le massacre des écoliers de Ma'alot par l'OLP au bombardement israélien d'une île libanaise près de Tripoli. Dans ce bombardement furent blessés ce qu'il a appelé des « enfants d'un camp de scouts Sunnites », en fait des membres d'Al-Tawhid, une faction terroriste de fondamentalistes islamiques alors alliée à l'OLP⁷².

Chomsky rapporte également qu'en avril 1985, « plusieurs Palestiniens furent kidnappés à bord de navires civils circulant entre le Liban et Chypre et acheminés vers des destinations secrètes en Israël », une trouvaille qui provient de sa lecture soigneuse de *News From Within*, une publication marxiste-léniniste de Jérusalem⁷³. Il regrette amèrement que le « détournement d'un avion civil libyen par Israël, le 4 février 1986, ait été accepté avec sérénité, le cas échéant critiqué comme une erreur consécutive à des renseignements erronés ». On pourrait s'ajouter que cela n'a rien d'étonnant quand on apprend que l'avion en question transportait à l'issue d'une conférence terroriste internationale de première importance, des responsables commandants de l'OLP, comme George Habache, Ahmed Jibril, Nayef Hawatmeh et Abou Mousa, et que l'interception avait été décidée sur la base d'un renseignement qui indiquait que le voyage pourrait inclure Abou Nidal ; quand elle eut lieu, comme aucun des fugitifs prévus n'était à bord, Israël a immédiatement libéré les voyageurs indemnes, et permis à des responsables syriens du parti Baas de retourner à Damas après leur visite à une dictature de bandits pour tenir une réunion avec les chefs du terrorisme international⁷⁴. Peut-être y avaient-ils participé pour apprécier le paysage.

Avec la falsification des faits et la manipulation des sources qui sont sa raison sociale, Chomsky peut aboutir à la conclusion désirée, à savoir que le pré-

sident américain et le premier ministre israélien – Ronald Reagan et Shimon Pérès – sont « deux des principaux chefs du terrorisme mondial »⁷⁵. Le prétexte de cette annonce est le bombardement par Israël du quartier général de l'OLP à Tunis. Si les sentences de Chomsky sont approuvées, cette attaque contre une cible terroriste majeure est plus condamnable que le massacre de 100 000 civils pendant les années de terreur et de destruction de l'OLP au Liban ; plus condamnable que le massacre de peut-être 55 000 habitants de Hama par le pouvoir néo-nazi de Syrie ; plus condamnable que le meurtre de 450 000 victimes par les criminels du Baas en Irak ; plus condamnable que l'exécution de 30 000 opposants par les ayatollahs fondamentalistes d'Iran ; plus condamnable que le génocide de 2 millions de personnes organisé par les fascistes théocratiques du Soudan⁷⁶. Ces exemples des falsifications de Chomsky peuvent être facilement multipliés.

Les sources de l'anti-sionisme de Chomsky

Quand on parcourt cette revue sordide des justifications des agressions et du fanatisme néo-nazi, une question nous envahit : pourquoi ? Quel est le motif qui pousse Chomsky à prétendre que ces régimes se mettent en quatre pour rechercher la paix, que l'OLP est le Temple de la modération, qu'Israël conduit le Moyen-Orient, et peut-être le monde entier, à la catastrophe et à une guerre nucléaire ? Il y a plusieurs réponses possibles. D'abord, Israël est l'allié le plus important de l'Amérique dans une des régions vitales du monde. Selon Chomsky : « Il y a au Moyen Orient une base militaire des USA en pleine mer appelée Israël »⁷⁷. Si l'Amérique est le grand Satan, Israël, par extension, doit être le petit Satan. En second lieu, l'État juif a déçu les espoirs de Chomsky qui le voyait évoluer vers « le binationalisme socialiste » et la solidarité sur la « ligne de classe »⁷⁸. Contrairement à ses conseils, Israël n'a pas soutenu les mouvements révolutionnaires comme le FLN, des terroristes qui ont envoyé à la boucherie pas moins de 150 000 personnes innocentes après l'indépendance algérienne ; et il riposte à cette trahison avec la fureur d'un adolescent rebelle⁷⁹.

Une autre explication s'impose d'elle-même. Dans ses premiers écrits sur le sujet, Chomsky affirmait qu'un des principaux obstacles « à une paix juste » était « l'attachement à un État juif », une telle aspiration étant complètement inacceptable de la part d'un peuple qui avait souffert d'un génocide en Europe, d'une agression brutale et d'un nettoyage ethnique au Moyen-Orient⁸⁰. Peu après, il regrettait que « son plan de paix », qui nécessitait l'abolition de l'État juif, ait été contrecarré par « l'attachement du gouvernement israélien à la domination juive dans toute la région »⁸¹. Il est bientôt arrivé à croire que la patrie juive était « un endroit où règnent le racisme, la discrimination religieuse, le mili-

tarisme et l'injustice », où des non-Juifs sont soumis à des persécutions « qui rappellent les pogroms que nos ancêtres ont fui »⁸². Comme nous l'avons vu, son travail sur le conflit est pollué par des analogies entre Israël et l'Allemagne nazie, débouchant sur des références « aux camps de concentration israéliens, ... aux textes génocidaires de la Bible », et à de sombres prédictions « d'une solution finale » sioniste qui pourrait mener à la destruction totale de l'espèce humaine.

Ces prises de position remettent en mémoire la participation de Chomsky au scandale Faurisson, plus particulièrement sa décision de signer une déclaration publique soutenant le négationniste français. Rédigée par un néo-nazi notoire, la pétition dépeignait Faurisson comme un « professeur respecté de critique documentaire » qui avait effectué « une recherche historique approfondie sur la question de l'Holocauste ». Elle proclamait qu'après avoir rendu publics ses « résultats », le pauvre homme avait été sujet « à une campagne malveillante de harcèlement, d'intimidation, de calomnie et de violence physique dans une tentative violente pour le contraindre au silence », qui rendait nécessaire la défense de sa « liberté de parole et d'expression »⁸³. Sous le prétexte de défendre les libertés publiques, Chomsky a approuvé une déclaration qui

- apposait le sceau de la respectabilité universitaire sur l'œuvre d'un négationniste (spécialisé en « critique documentaire ») ;
- donnait des lettres de noblesse à sa propagande qualifiée de « recherche historique approfondie » ;
- introduisait le terme « Holocauste » dans des citations misérables ; et
- présentait ses falsifications comme des « résultats »⁸⁴

Piqué au vif par la critique de ses initiatives, Chomsky a prononcé sans attendre le jugement suivant : « Je ne vois pas trace d'antisémitisme dans la dénégation de l'existence des chambres de gaz, ou même dans la dénégation de l'Holocauste. Ni de traces d'antisémitisme, en soi, dans l'affirmation que l'Holocauste (que l'on croie qu'il a eu lieu ou pas) est exploité de façon malfaisante par les partisans de la répression et de la violence israéliennes »⁸⁵.

Il a décerné des éloges dithyrambiques à des négationnistes : Robert Faurisson était « une sorte de libéral relativement apolitique », Serge Thion était « un disciple du socialisme libertaire avec une réputation d'opposition à toutes les formes de totalitarisme », et Pierre Guillaume était « fidèle aux principes libertaires et antifascistes »⁸⁶. Dans l'univers mental de Chomsky, les défenseurs de l'Allemagne nazie sont infiniment préférables aux « partisans scélérats de la répression et de la violence israéliennes » qui ne sont pas convaincus que l'objectif indépassable d'Israël est la reconstruction du « système de l'empire Ottoman » au service « de la dominance juive » dans l'ensemble du Moyen-Orient.

Nous ne pouvons pas non plus oublier les flots de bile que nous avons vu Chomsky déverser sur ses camarades juifs américains. Expliquant pourquoi son *Fateful Triangle* a été pratiquement ignoré par les médias juifs américains, il fulmina que « [la] communauté juive est profondément totalitaire. Ils ne veulent pas la démocratie, ils ne veulent pas la liberté »⁸⁷. Ailleurs il n'a pas pu s'empêcher d'évoquer New York, avec son « énorme population juive, l'emprise juive sur les médias, un maire juif, et une domination sur la vie culturelle et économique »⁸⁸. Après tout, affirme-t-il, les Juifs américains forment à présent « une partie substantielle des groupes privilégiés de l'élite dominante dans tous les secteurs de la société... ils sont très influents, en particulier dans la sphère idéologique, ils ont un bon nombre d'auteurs, des rédacteurs, etc. et cela a un effet »⁸⁹. Horrifié par cette injustice, le principal "dissident" de l'Amérique s'emploiera courageusement à protéger les masses souffrantes contre leurs oppresseurs juifs.

En somme, les écrits de Chomsky sur le conflit israélo-arabe constituent une masse de mystifications, de fausses déclarations et de mensonges avérés, qui servent tous à incriminer les victimes et à acquitter les agresseurs, dans cette tragédie ininterrompue. Les crimes des ennemis d'Israël sont dépeints comme des fautes regrettables mais compréhensibles, de simples écarts dans l'orientation modérée qu'ils poursuivent avec une sainte générosité, bien qu'ils soient immergés dans la cruauté infinie d'une nation qu'ils sont en train de combattre et qu'ils se sont jurés de détruire. Il n'est pas vraiment surprenant que face au tenant d'une telle conception du monde, ses compatriotes juifs soient des ennemis détestés, et les négationnistes de l'Holocauste ses alliés chéris.

notes

Le présent article est une version abrégée d'un chapitre publié in David Horowitz et Peter Collier, eds., *The Anti-Chomsky Reader* (Encounter Books, 2004). Ma reconnaissance va à David Horowitz, Peter Collier et Edward Alexander pour leurs commentaires et leurs critiques extrêmement utiles.

1. Noam Chomsky, *Peace in the Middle East ?* (Fontana, 1975) [ci-après *PME*] ; *Fateful Triangle : United States, Israel and the Palestinians* (1983 ; rev. ed. Pluto Press, 1999) [ci-après *FT*] ; *Pirates and Emperors, Old and New : International Terrorism in the Real World* (1986 ; rev. ed. Pluto Press, 2002) [ci-après *PE*] ; *Middle East Illusions* (Rowman & Littlefield, 2003) [ci-après *MEI*].

2. *PME*, p37.

3. Alexander Klein, ed., *Dissent, Power and Confrontation* (McGraw-Hill, 1971), p118 ; Noam Chomsky et Edward Herman, *The Washington Connection and Third World Fascism* (South End Press, 1979), pp20-1, 28 ; Chomsky et Herman, *After the Cataclysm* (South End Press, 1979), pp140, 149, 205.

4. Noam Chomsky, Bernard Avishai, « An Exchange on the Jewish State », *New York Review of Books*,

July 17, 1975.

5. Constitution de la République d'Arménie, arts. 11, 14 ; Constitution de la République de Lituanie, art. 32 ; Constitution de la République de Pologne, art. 52.

6. Constitution d'Ukraine, arts. 11, 12. See also Constitution d'Albanie, art. 8 ; Constitution de la République de Hongrie, art. 6 ; Constitution de Roumanie, art. 7.

7. *PME*, p110.

8. « An Exchange », *supra*.

9. Sur le nettoyage ethnique communiste des Chinois au Vietnam, voir e.g. Henry Kamm, *New York Times*, 22 juillet 1979 ; pour le décompte des morts parmi les boat people, voir *San Diego Union*, 20 juillet 1986, pour les citations des Nations Unies ; sur les minorités cambodgiennes, voir Ben Kiernan, *The Pol Pot Regime : Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975-79* (Yale University Press, 1998).

10. *PME*, p43.

11. *Ibid.*, p39.

12. *Ibid.*, p114.

13. *Ibid.*, p69. Pour le bilan des morts en Yougoslavie communiste, voir *New York Times*, 9 juillet 1990.

14. *PME*, p115.

15. Voir Karl Gershman, Matzpen and its Sponsors, *Commentary*, August 1970 ; Arie Bober, Noam Chomsky, Letters, *Commentary*, October 1970.

16. *FT* pp39-40.

17. *Ibid.*, p164.

18. *Ibid.*, p3. Chomsky cite à plusieurs reprises les déclarations des « colombes » israéliennes comme preuve de la modération arabe, comme les partisans des nazis pourraient illustraient les intentions pacifiques du Führer en faisant référence aux élucubrations des tenants britanniques de l'apaisement dans les années

19. Voir Col. Irving Kett, « Israel's Territorial Imperatives », *Jerusalem Post International Edition*, 5 May 1990, citant les points de vue des généraux chefs d'état-major américains et plus de généraux américains ; Michael Widlanski, ed., *Can Israel Survive a Palestinian State ?* (Jerusalem : Institute for Advanced Strategic and Political Studies, 1990).

20. *FT* p 64 ; Oren, *CIT op.*, pp319, 326.

21. *FT* p64.

22. Interview, *Journal of Palestine Studies*, Vol. 1, No. 1, Automne 1971, p7. Voir Gil Carl Alroy, Do the Arabs Want Peace ? *Commentary* février 1974.

23. Résolution de la 12ème session du Conseil National de la Palestine, le Caire, 8 juin 1974.

24. *FT*, p67 ; Projet de résolution du Conseil De Sécurité de l'ONU S/11940, 26 Janvier 1976. Des considérations semblables s'appliquent au plan de 1982 de Fez (basé sur le plan de 1981 de Fahd), qui réclame « la coexistence pacifique », selon Chomsky ; *ibid.*, p344. Ce plan a également inclus une approbation à peine voilée du « droit au retour ».

25. Pression Associée, Mars 12, 1979.

26. *EL Mundo*, Venezuela, Février 11, 1980 ; cité en John Laffin, *les raccordements de PLO* (Corgi Books, 1982), pp43-4.

27. Associated Press, 5 Juin 1980.

28. *FT* p 41.

29. *Ibid.*, p 161 ; *PE*, p 58.

30. *FT* pp 455, 467-9.

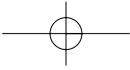
31. *Ibid.*, pp186-7, cite également deux journalistes israéliens de gauche qui ont fait les mêmes remarques, écrivant encore en pleine invasion israélienne, et non pas pendant les années où la barbarie et les massacres de l'OLP battirent des records. Pire encore, sa note de bas de page p316n10, cite un rapport par David K. Shieler, *New York Times*, 25 juillet 1982, comme si il soutient ses positions ; en fait l'article de Shieler est consacré au bilan de la tyrannie de l'OLP.

32. Jillian Becker, *The PLO : The Rise and Fall of the Palestine Liberation Organization* (Weidenfeld & Nicholson, 1984), p154.

33. Ibid., pp143, 153, 159, 268n13 ; Raphael Israeli, ED, *PLO in Lebanon : Selected Documents* (Weidenfeld & Nicholson, 1983), pp240, 244-6, *passim* 234-53.
34. La Ligue des américains du Liban « The PLO Must Quit Lebanon ! » *New York Times*, juillet 14, 1982,
35. Organisation libanaise mondiale *et alii.*, « Who is the Oppressor in the Middle East ? » *Washington Times*, 7 Octobre 1996,
36. *FT*, p314.
37. *FT*, p309.
38. *New York Times*, 25 juillet 1982. Pour les protestations des civils libanais contre les methods de l'OLP, voir Becker, *op. cit.*, pp153, 280n10.
39. *FT* p 217, concerne une conquête syrienne hypothétique du nord d'Israël.
40. Richard A. Gabriel, *Operation Peace for Galilee* (Hill & Wang, 1984), pp86-7.
41. Trevor N. Dupuy et Paul Martell, *Flawed Victory : The Arab-Israeli Conflict and the 1982 War in Lebanon* (Hero Books, 1986), p173
42. *FT* p313n.
43. Ibid., pp217, 240, 307, 333, 335, 390, 398, 404, 415.
44. Ibid., p444.
45. *Pi*, p221. Les données libanaises signalent 12 310 morts à l'extérieur de Beyrouth avec un ratio combattants/civils de 80 %/20 % et 6 775 morts dans Beyrouth, avec un rapport de 16 %/84 % ; Associated Press, 1 Decembre 1982 ; *Christian Science Monitor*, 21 Decembre 1982
46. *FT*, p 405.
47. « Report of the Commission of Inquiry into the Events at the Refugee Camps in Beirut (The Kahan Commission) », 8 février 1983, publié dans the *Jerusalem Post*, 9 février 1983.
48. *New York Times*, 25 Janvier 1985.
49. Voir le rapport du Jerusalem Center for Public Affairs, « Elie Hobeika's Assassination : Covering Up the Secrets of Sabra and Shatilla », *Jerusalem Issue Brief*, Vol. 1, No. 17, 30 janvier 2002.
50. *New York Times*, 10 mars 1992, citant des chiffres de la police libanaise, ce qui ajoute encore 144 000 morts dans la guerre civile, 1975-90, dont 13 968 enlevés par les milices chrétiennes et musulmanes, pour la plupart présumés morts, et plus de 6 630 tués dans des « conflits impliquant des Palestiniens » ainsi que 857 tués dans le massacre de Sabra et de Chatila.
51. *FT*, p 182 ; également *PE*, p 73.
52. « Partikol Meha-yeshiva Est-inyanei Shem », 1-2 Janvier 1948, Ha-kibbutz Ha-meuhad Archive, Ramat-Efal, Israel, Galili Section, Box 45, File 1-4, pp 3-4 reproduit dans Efraim Karsh, « Benny Morris and the Reign of Error », *Middle East Quarterly* mars 1999.
53. Compte rendu de la réunion du Comité central du Mapai, 16 septembre 1954, archives de David Ben-Gourion, Sde Boker, Israel ; reproduit dans David Tal « Israel's Road to the 1956 War », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 28, No. 1 février 1996, p 67.
54. *FT*, p 182 ; également *PE*, p73, qui détourne le sens du rapport de Abba Eban en l'interprétant comme une référence « à l'attaque sauvage » du Liban.
55. Abba Eban, « Morality and Warfare », *Jerusalem Post* 16 août 1981.
56. *FT*, pp 95-6 ; Michael S. Arnold, *Jerusalem Post* . 3 Avril 1998. Chomsky parle de 250 morts, mais en 1987 des historiens de l'Université Bir Zeit ont ramené ce chiffre à 120, dont 13 combattants et 107 civils ; Danny Rubinstein, *Ha'aretz*, 28 Janvier 1998.
57. *PE*, p78 ; Alon Kadish, Avraham Sela et Arnon Golan, *Kibush Lod, 1948* [Hebrew : *The Conquest of Lydda, 1948*] (Tel Aviv, 2000 Le chiffre de 250 morts était le nombre des pertes arabes rapportées par le commandement israélien local après la répression d'une rébellion armée ; les rumeurs émanant du coté arabe faisaient état au commencement de 3 000 personnes massacrées. Les historiens de révisionnistes « de la gauche israélienne » ont inventé quelques exemples remarquables d'atrocités ; voir Meyrav Wurmser, « Made-Up Massacre », *The Weekly Standard*, 10 September 2001, discussion sur le canular de Tantura.
58. *PE*, pp 30, 78 ; Noam Chomsky, *Turning the Tide* (South End Press, 1985 p 76 sur les pertes, voir le Yoav Gelber, *Palestine 1948* (Sussex Academic Press 2001), p 209, ou on relève 80 morts dans

Paul Bogdanor

- la conquête du village ; pour une vengeance, voir Associated Press 24 août 1984.
59. Sur les civils juifs, voir Netanel Lorch, *The Edge of the Sword : Israel's War of Independence, 1947-1949* (G.P. Putnam's Sons, 1961), p450 ; sur les prisonniers, Sarah Honig, *Jerusalem Post*, 1 Mars 2001.
60. *PE*, p198n105.
61. Shabtai Teveth, « The Palestine Arab Refugee Problem and its Origins », *Middle East Studies*, Vol. 26, No. 2, April 1990, pp214-49 ; les citations sont aux pages 216-7.
62. Ya'acov Meron, "Why Jews Fled the Arab Countries" *Middle East Quarterly*, September 1995 ; Moshe Gat, *The Jewish Exodus from Iraq, 1948-1951* (Frank Cass, 1997) ; Malka Hillel Shulewitz, ed., *The Forgotten Millions : The Modern Jewish Exodus from Arab Lands* (Continuum, 2001) ; Itamar Levin and Rachel Neiman, *Locked Doors : The Seizure of Jewish Property in Arab Countries* (Praeger, 2001).
63. *PE*, p 73 ; Jonathan Shimshoni, *Israel and Conventional Deterrence : Border Warfare From 1953 to 1970* (Cornell University Press, 1988), pp137-8).
64. *PE*, p 73 ; Jonathan Shimshoni, *Israel et Deterrence conventionnel : Encadrer la guerre de 1953 à 1970* (pression, 1988 d'université de Cornell), pp 137-8.
65. Becker, *CIT op.*, pp 186-7.
66. *PE*, p 65.
67. *Pi*, p189 ; *PE*, p 65 La source de l'affirmation de Chomsky sur les « milliers de morts » semble être l'article de la journaliste d'extrême gauche Judith Coburn citée dans *FT*, pp 190-1.
68. *Pi*, pp197, 318n42.
69. *Seven Days*, juillet 1976 ; repris dans le *Journal of Palestine Studies*, Vol. 6, No. 1, Automne 1976.
70. *PE*, p76.
71. *New York Times*, 5, 6 Janvier 1984. Voir également *Boston Globe*, 5 janvier 1984.
72. *PE*, p 64 ; *Boston Globe*, 3 Juillet 1984.
73. *PE*, p 65, du *New York Times*, 30 juin 1984, qui reprend naïvement les déclarations libanaises officielles selon lesquelles les victimes étaient des « boy scouts » et semble ignorer qu'Al-Tawhid a été l'allié de l'OLP, ce qui a donné l'impression incorrecte que les versions israéliennes et libanaises étaient contradictoires.
74. *PE*, pp 64, 194n71.
75. *Ibid.*, p 64 ; *New York Times*, *Los Angeles Times*, 5 Février 1986.
76. *PE*, p38.
77. Sur la Syrie, voir « The Massacres of Hama : Law Enforcement Requires Accountability », du Comité syrien des droits de l'homme, Londres, 2002, qui fait état de 30 000-40 000 morts et de 10 000-15 000 disparus. Gerard Alexander, « A Lifesaving War », *The Weekly Standard*, 29 Mars 2004. Sur l'Iran Christina Lamb, « Khomeini Fatwa Led to Killing of 30,000 in Iran », *Sunday Telegraph*, UK, 4 février 2001. Sur le Soudan, « Quantifying Genocide in Southern Sudan and the Nuba Mountains, 1983-1998 », US Committee for Refugees, 1998.
78. Taimur Khan, « Controversial Linguist Rails at US Policies », *Daily Pennsylvanian* 4 octobre 2002.
79. *PME*, pp 43, 66-7. Il cite des appels d'antisionistes pour le remplacement de la « guerre entre les nations » par « la guerre entre les classes », p78.
80. *Ibid.*, p 73. Sur les massacres de FLN, voir l'Alistair Horne *A Savage War of Peace : Algeria 1954-1962* (Viking Press 1977), p 538.
81. *PME*, p 33.
82. « An Exchange on the Jewish State », *New York Review of Books* 17 juillet 1975.
- 83 et 84. « Time to Dissociate From Israel », *Christian Science Monitor*, 4 mars 1988, publicité signée par Noam Chomsky *et alii*.
85. Le texte de la pétition est reproduit dans l'étude définitive sur ce sujet, Werner Cohn, *Partners in Hate : Noam Chomsky and the Holocaust Deniers* (Avukah Press), pp 53-4.
86. Le but professé de défendre le discours libre était une fraude : Le droit d'enseigner n'avait pas été retiré à Faurisson, ses livres n'avaient été ni saisis ni censurés, il n'avait pas été nié avoir accès

*Au miroir anglo saxon*

aux bibliothèques publiques et aux archives, et les poursuites contre lui étaient dues à une initiative privée. Voir Nadine Fresco, « The Denial of the Dead : On the Faurisson Affair », *Dissent*, Fall automne 1981.

87. W.D. Rubinstein, « Chomsky and the Neo-Nazis », *Quadrant*, octobre 1981.

88. Chomsky, « Some Elementary Comments on the Rights of Freedom of Expression », publié en préface à Robert Faurisson, *la Mémoire en défense* (Paris : La Vieille Taupe, 1980) ; *La Nation*, 28 Février 1981 ; Lettre *Village Voice*, 18 Mars 1986.

89. Interview, *Shmate : A Journal of Progressive Jewish Thought*, Été 1988.

90. *Lies of Our Times*, 1 janvier 1990.

91. Interview, « Israel, the Holocaust and Anti-Semitism », *Alternative Radio*, 24 octobre 1986 ; pour une transcription voir Noam Chomsky, *Chronicles of Dissent : Interviews With David Barsamian* (Common Courage Press, 1992), pp 89-103.

